

9 juillet 2000 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Message de M. Jacques Chirac, Président de la République, à l'occasion de la Conférence internationale contre le sida, sur la prévention, les multithérapies contre ce fléau, la solidarité internationale et l'accès des populations des pays en développement au traitement, Durban (Afrique du sud) le 9 juillet 2000.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les ministres,

Mesdames, Messieurs,

Médecins, représentants d'ONG, responsables publics, responsables pharmaceutiques, chercheurs, le combat qui vous rassemble est d'abord un combat pour la vie. Un combat dans lequel vous remportez un nombre croissant de victoires. Un combat qui pourtant est loin d'être gagné, qui voit s'aggraver des inégalités inacceptables, face à la maladie et à la mort.

La réalité est là, incontournable : le fléau du sida continue de s'étendre, alors que nous disposons de moyens pour le réduire. Cette réalité, nul ne peut la nier, nul ne doit l'oublier.

A Abidjan, en décembre 1997, lors de la 10ème conférence sur le sida en Afrique, j'avais dit mon indignation, ma révolte. J'avais cité des chiffres qui étaient un défi pour la conscience de l'humanité. J'avais affirmé la volonté de la France de se mobiliser, et avec elle la communauté internationale.

Depuis lors, le fléau n'a cessé de s'aggraver : plus de 33 millions de personnes infectées, plus de 16 millions de morts et près de 3 millions pour la seule année 1999. Aujourd'hui encore, le plus lourd tribut est payé par l'Afrique et par l'Asie.

Le sida tue plus que la guerre. Des décennies d'efforts de développement sont anéanties.

Catastrophe humaine et médicale, le sida est aussi la plus grande cause de régression économique et sociale que le monde en développement ait affronté depuis des décennies.

Partout, la prévention se développe. Les recherches vaccinales se poursuivent, prometteuses.

Mais le vrai progrès des dernières années reste l'invention des multithérapies. Malgré leurs coûts et leurs contraintes, les nouveaux traitements ont rétabli l'espoir là où il n'y avait plus que la souffrance et la mort. Ils rendent possible de faire régresser le virus, de tenir le mal à distance, de revivre malgré lui.

Dès 1997, la France a proclamé qu'il ne pouvait pas y avoir deux manières de lutter contre le sida : le traitement au Nord, la prévention au Sud. Alors que 90% des porteurs du virus vivent dans le monde en développement, il serait indigne de se résoudre à la consolidation d'une épidémie à deux vitesses. Tout doit être fait pour que les nouveaux traitements soient étendus aux peuples qui en ont le besoin le plus criant, en Afrique, en Asie, et dans le reste du monde. C'est pourquoi le gouvernement français plaide depuis deux ans pour un Fonds de Solidarité Thérapeutique vraiment universel.

Il serait vain de parler d'éthique, il serait vain de parler de droits universels, si nous nous montrions incapables d'organiser la solidarité mondiale contre le sida. Une prise de conscience

s'esquisse. Aux côtés des Nations Unies, les pays développés reconnaissent enfin la gravité de la menace que fait peser le sida sur l'avenir d'une grande partie de l'humanité et sur les équilibres de notre monde.

L'accord conclu sous l'égide d'ONUSIDA avec de grands laboratoires pharmaceutiques, pour réduire radicalement les coûts d'accès aux multithérapies dans les pays du sud, constitue lui aussi une étape importante. Il faut lui donner rapidement une traduction effective. Il faut aussi explorer d'autres voies, comme la production des nouveaux médicaments dans les pays en développement eux-mêmes.

Nous savons que l'abaissement des prix ne règlera pas tous les problèmes. Les difficultés ne tiennent pas seulement aux coûts. Elles tiennent à l'organisation des systèmes de santé, aux modes de vie, à l'accompagnement familial et social, à la capacité de suivre durablement un traitement contraignant. De ce point de vue, le traitement des femmes enceintes constitue à mes yeux une priorité absolue. Car il implique les femmes dans une thérapie qu'elles suivent d'autant mieux qu'elles se préparent à donner la vie.

Pour concrétiser les promesses de l'accord sur les prix, la France propose l'organisation, avec les Nations Unies, d'une Conférence sur l'accès aux traitements. Elle rassemblera les pays en développement, les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, les ONG, les laboratoires. Elle fixera un cadre, mobilisera des moyens d'action, lèvera des obstacles, initiera des projets. Dans quelques jours à Okinawa, lors du Sommet du G8, je demanderai à nos partenaires leur soutien.

Mesdames et Messieurs,

Votre rassemblement doit rendre l'espoir à des millions de femmes et d'hommes atteints par la pandémie. Face au sida, la résignation est interdite. Il n'y a pas de fatalité de la maladie. Notre responsabilité n'en est que plus grande. Ensemble, faisons en sorte qu'à nos prochains rendez-vous, nous ayons multiplié les initiatives et enregistré des résultats suffisamment encourageants pour pouvoir annoncer, enfin, l'inversion des évolutions constatées au cours des dernières années. C'est possible. Nous devons le faire ! Que vos débats ouvrent la voie.

Je vous remercie.

(Source <http://www.elysee.fr>, le 12 juillet 2000).